



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique des transports

Question au Gouvernement n° 2172

Texte de la question

GRAND PARIS

M. le président. La parole est à Mme Valérie Pécresse, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Valérie Pécresse. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre et j'y associe mes collègues franciliens. Le projet du Grand Paris lancé par Nicolas Sarkozy est un projet magnifique.

M. Razzy Hammadi. Mais sans financement !

Mme Valérie Pécresse. Après quinze ans d'immobilisme, il donnait enfin à l'Île-de-France une ambition à la hauteur des enjeux de la région capitale et apportait une réponse à la thrombose des transports, à la crise du logement et à la crise tout court. Mais encore faudrait-il que le projet voie le jour ! Vous avez annoncé hier, monsieur le Premier ministre, des financements sans précédent pour les transports du Grand Paris.

M. Jean-Luc Laurent. C'est une bonne nouvelle !

Mme Valérie Pécresse. Mais nous ne saurions prendre des vessies pour des lanternes et demandons des preuves !

M. Razzy Hammadi. Vous ne craignez pas le ridicule !

Mme Valérie Pécresse. Où est l'argent ? Pour l'instant, nulle part ! J'ai interrogé M. le ministre du budget qui n'a pas su me répondre ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Qui paiera ? La taxe de séjour sur les hôtels de luxe a été abandonnée, l'écotaxe aussi. Dans ce contexte et après toutes ces reculades, il est évident que ce sont les Franciliens et les entreprises franciliennes qui paieront 100 % de la dépense ! Quel impôt augmenterez-vous, monsieur le Premier ministre ? La taxe sur les bureaux ? La taxe d'équipement sur les ménages ? De combien ? Qui peut croire que cela suffira ?

Vous vous gargarisez d'augmenter de 1,4 milliard d'euros les crédits des transports d'ici à 2020. Cela semble beaucoup mais cela ne représente en réalité que 87 millions d'euros supplémentaires par an, soit une goutte d'eau face au mur des besoins, à la vétusté du réseau dont le drame de Brétigny porte témoignage et à la nécessité de construire Éole, dont le budget s'élève à 3,3 milliards d'euros, pour décongestionner le RER A qui transporte chaque jour un million de voyageurs ! Dès lors, répondez à nos questions, monsieur le Premier ministre ! Il faut un plan ORSEC pour les transports en Île-de-France ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je suis toujours étonné, madame Pécresse, du ton dont vous usez pour évoquer un sujet qui devrait nous rassembler. J'ai fait un certain nombre d'annonces relatives au logement et au transport comprenant, dans le cadre des contrats de plan, un plan de mobilisation pour les transports et la gouvernance en Île-de-France, dont le montant s'élève à 1,4 milliard d'euros.

M. Marc-Philippe Daubresse. Sans aucun crédit de paiement !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Dans le cadre du contrat de plan et de la loi de finances, avec les recettes déjà prévues dont il a déjà été rappelé qu'elles seront complétées, nous serons au rendez-vous !

M. Marc-Philippe Daubresse. C'est de la monnaie de singe !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Nous en avons débattu avec le président de la région, Jean-Paul Huchon, avec les présidents de conseils généraux, avec la maire de Paris et avec l'ensemble des élus. Nous serons au rendez-vous. En effet, à l'annonce du projet de Grand Paris par Nicolas Sarkozy alors Président de la République, tous les élus d'Île-de-France, dont j'étais, ont salué la vision dont il procédait. Mais les annonces relatives au métro n'étaient pas non plus accompagnées des financements prévus. Je me suis contenté hier, madame la ministre, de faire correspondre aux projets de l'argent, une méthode et des objectifs.

M. Marc-Philippe Daubresse. Vous n'avez aucun crédit de paiement !

M. Manuel Valls, Premier ministre. À propos de logement et de transport, j'aimerais que les élus de la région Île-de-France et l'État s'accordent au moins sur l'essentiel, c'est-à-dire assurer la nécessaire attractivité de la région capitale tout en répondant aux attentes des usagers du métro et du RER au lieu de polémiquer. En matière de financement, nous serons au rendez-vous !

M. Marc-Philippe Daubresse. Il n'y a pas d'argent !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Permettez-moi enfin, madame Pécresse, de relever une contradiction. L'une de vos collègues a fustigé cet après-midi le Gouvernement au sujet des dépenses, proposant 100 voire 150 milliards d'euros d'économies supplémentaires, et vous demandez, vous, un plan ORSEC ! *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)* Où est l'inconséquence ? Où est l'incohérence ? La logique et la cohérence sont de notre côté !

Mme Valérie Pécresse. C'est faux !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Nous réalisons des économies, nous gérons le budget du pays, nous rappelons que le vote du budget incombe au Parlement tout en définissant et appliquant des priorités dont vous avez beaucoup parlé étant ministre mais sans rien faire pour la région Île-de-France ! C'est bien ce gouvernement qui répond à l'attente des Franciliens ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Pécresse](#)

Circonscription : Yvelines (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2172

Rubrique : Transports

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 octobre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 octobre 2014](#)